

"Vienne veut protéger son agriculture de montagne" dans Le Monde (4 novembre 1993)

Légende: Le 4 novembre 1993, le quotidien français Le Monde décrit les spécificités de l'agriculture autrichienne au coeur des négociations d'adhésion de l'Autriche à l'Union européenne.

Source: Le Monde. 4.11.1993. Paris: Le Monde.

Copyright: (c) Le Monde

URL:

[http://www.cvce.eu/obj/"vienne_veut_proteger_son_agriculture_de_montagne"_dans_le_monde_4_novembre_1993-fr-4ed2a4ad-fa62-45ba-bb73-83d17a05af1e.html](http://www.cvce.eu/obj/)

Date de dernière mise à jour: 19/09/2012

Vienne veut protéger son agriculture de montagne

par Waltraud Baryli

L'agriculture est un des principaux dossiers sensibles dans les négociations entre Bruxelles et Vienne, où on attend avec impatience "l'avis communautaire" sur le catalogue de revendications présenté par les négociateurs autrichiens, un catalogue très complet d'exceptions spécifiques liées à la topographie alpine de l'Autriche.

Vienne fait notamment valoir une "position particulière" de son agriculture qui justifie des aides financières pour 85 % de sa surface agricole classée "région de montagne" (77 %) et "région défavorisée" (7,8 %) par le ministère de l'Agriculture. Les aides publiques à l'agriculture et les subventions aux exportations des excédents réalisés par les agriculteurs (bovins, céréales, porcs, vin, produits laitiers) coûtent quelque 30 milliards de schillings par an, que Vienne estime indispensables à la survie des paysans pour des raisons sociales et économiques autant qu'écologiques.

L'adhésion à la CEE et l'application de la politique agricole commune (PAC) priverait les agriculteurs d'un cinquième environ de leur revenu annuel, selon une analyse de l'Institut de recherches économiques (WIFO), notamment à la suite d'une baisse des prix agricoles qui dépassent le niveau européen de 15 % en moyenne. Le peu d'enthousiasme qu'évoque la perspective de la dérégulation dans un secteur hyper-protégé jusqu'à présent n'a donc rien d'étonnant: 43 % des paysans sont fermement opposés à la CEE, 26 % sont indécis et 30 % seulement y sont favorables.

Les insuffisances de l'agroalimentaire

Le mécontentement général des paysans s'est traduit par un fort exode rural qui a tendance à s'aggraver. Formant un tiers environ de la population active dans les années 50, les agriculteurs ne sont plus que 197 900 seulement, soit 5,1 %, dont 85.000 à peine sont des paysans à plein temps. Les autres entretiennent des exploitations agricoles d'appoint. Au total, quelque 200.000 personnes vivent au moins en partie de revenus agricoles. Selon les experts, le revenu paysan est cependant de 40 % inférieur à celui d'un ouvrier industriel. L'agriculture réalise 2,5 % du PIB, ce qui correspond à la moyenne de la CEE, selon les experts autrichiens.

Les principaux problèmes que pose l'intégration européenne aux agriculteurs autrichiens seront l'ajustement vers le bas des prix à la production et les insuffisances de l'industrie agroalimentaire et du marketing qui réduisent la compétitivité de leurs produits sur le grand marché européen. Les prix élevés à la production sont d'origine structurelle : les exploitations agricoles sont petites, peu spécialisées et par conséquent moins productives que leurs concurrents des autres nations de la CEE. La géographie montagneuse du pays ne se prête guère à la création de grandes fermes et la moitié des 270 000 exploitations agricoles ont une surface inférieure à 10 hectares.

L'application de la PAC ferait baisser les prix agricoles, notamment celui des céréales de 35 à 40 %, des oléagineux de 30 %, de la volaille de 25 %, du lait de 23 % et du sucre et des bovins de 8 %. Seules exceptions : le vin et le bois dont les prix se sont stabilisés à un niveau très bas.

A la suite du manque d'esprit innovateur dans le marketing, l'industrie agroalimentaire ayant opéré sur un marché bien protégé, n'offre ni marques internationalement connues ni produits haut de gamme pour réussir sur les marchés étrangers mais devra par contre faire face aux importations accrues. "Nous nous attendons à un recul de 25 % de nos parts de marché", estime M. Stephan Mikinovic, directeur de l'AMA, responsable du marketing agricole.

Outre des quotas de production généreux, des garanties d'aide structurelles et des périodes de transition suffisamment longues, de cinq à sept ans, pour un ajustement en douceur des prix, l'Autriche insistera enfin sur des mesures de protection contre les importations agricoles en provenance des pays de l'Est associés à la CEE par des accords bilatéraux. On craint notamment que le marché autrichien, le plus proche pour les pays est-européens, soit inondé de fruits, légumes et autres produits agricoles bon marché.

Le ministre de l'agriculture, Franz Fischler, sera particulièrement vigilant sur le maintien au moins en partie du système d'aides agricoles à versements directs pour les paysans des régions alpestres. Leur contribution au maintien de l'équilibre écologique nécessite des aides particulières et directes, estime-t-on au ministère de l'Agriculture. Le système en vigueur dans la CEE ne subventionne que les paysans dont au moins la moitié du revenu provient de l'agriculture et qui cultivent au moins 3 hectares, un système qui défavorise les petites exploitations d'appoint particulièrement nombreuses en Autriche (35 000 exploitations de ce type sont répertoriées) selon l'Union des agriculteurs.

Les perspectives ne sont pas trop mauvaises, selon le ministère de l'agriculture, compte tenu du fait que la réforme de la PAC de 1992 favorise également les versements directs en reconnaissance du caractère multifonctionnel de l'agriculture.

Le marché communautaire est le principal client de l'agriculture autrichienne et il n'existe pas de marchés de rechange. Le principal avantage de l'intégration à la CEE serait l'accès à un grand marché dont celui de l'Italie, pays voisin de l'Autriche, qui importe en grande quantité des produits traditionnellement excédentaires en Autriche (lait, fromage, bovin, céréales). Des mesures d'accompagnement devraient compenser partiellement les conséquences négatives telles que la baisse des revenus et une restructuration du secteur.